



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



ECHOS

ONE HEALTH

AVRIL - JUIN 2023

N°12



Le bulletin bimestriel d'information de la plateforme **One Health**



Ce bulletin est rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu est sous la responsabilité du Johns Hopkins Center for Communication Programs et ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Coordination:

Dr Pépé BILIVOGUI, Conseiller technique plateforme One Health

Tél : +224 623 54 39 26

Réalisation: Projet Breakthrough ACTION

Tél : +224 621 01 37 09 / 622 32 41 00

Comité de rédaction de la plateforme:

Amadou Korkea Bah, **Breakthrough ACTION**; Mama Adama Keita, **M. Environnement**; Mohamed Lamine Haidara, **M. Santé**; Mariama Ciré Kaba, **M. Agriculture et Elevage**; Abdoul Karim Hann, **SENAH**; Jean Traoré, **ANSS**

ECHOS

ONE HEALTH

Sommaire

EDITO P.04

A PROPOS P.05

ONE HEALTH P.06

ACTUALITÉ P.21

MOIS DE JUILLET P.22

BON A SAVOIR P.23

Chers partenaires de la Plateforme Une Seule Santé (PUSS),

Permettez-moi, à l'entame de ce douzième numéro de notre bulletin, d'aborder un sujet très préoccupant pour la PUSS et l'ensemble de ses partenaires. Il s'agit de la rage.

La rage est une zoonose majeure très répandue qui continue de causer des mortalités importantes à travers le monde. Elle est par ailleurs classée parmi les maladies négligées et fortement sous-déclarées. Une fois déclarée, elle est d'issue fatale dans presque 100% des cas chez l'homme et l'animal.

Aujourd'hui, la rage canine constitue le principal problème de santé publique. Plus de 99% des décès dû à la rage dans le monde sont liés à une origine canine du virus et l'OMS estime que 3 milliards de personnes sont exposées au risque de contracter la rage par la morsure.

Chers partenaires, comme vous le savez, la rage est une maladie endémique en Guinée. Elle fait de nombreuses victimes tant en milieu urbain que rural parmi les populations animales et humaines. Les chiens et chats errants infectés sont les principaux responsables de la transmission de la maladie.

Suivant les résultats du Recensement National de l'Agriculture et de l'Elevage (RNAE), 268 380 ménages guinéens disposent d'au moins un carnivore de compagnie (chien ou chat) soit 206 233 chiens et 177 252 chats.

En outre, une forte proportion des chiens errants ne sont pas dénombrés. Ces animaux se rencontrent partout, sur les places publiques, autour des hôpitaux, dispensaires, centres de santé et aux dépotoirs d'ordures à la recherche de nourriture.

Face à cette situation, la Guinée a fait de la lutte contre la rage une priorité. C'est dans cette optique que le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL) en collaboration avec les partenaires techniques et financiers organise, pendant un mois, une campagne nationale de vaccination des chiens et chats dans les préfectures de Faranah, Kissidougou, N'Zérékoré, Kankan, Siguiri, Mamou, Labé, Kindia, Boké et dans les communes de Matoto et Ratoma.



Dr Mohamed Idriss Doumbouya

L'objectif de cette campagne qui a débuté le 23 août 2023, est de contribuer au contrôle de la rage humaine et animale à travers la vaccination des populations canines errantes et non errantes dans les zones ciblées. Il sera question spécifiquement de :

- Informer, sensibiliser et mobiliser les populations et les décideurs sur les dangers de la rage, les mesures de prévention et de contrôle suivant l'approche « une seule santé » ;
- Réaliser une campagne de vaccination gratuite de 95 000 chiens et chats contre la rage.
- Estimer la population canine errante des préfectures à risque élevé.

Par ailleurs, il sera organisé des caravanes, des tables rondes pour informer et sensibiliser les populations des localités ciblées. Les affiches portant des messages de sensibilisation seront aussi produites en collaboration avec les partenaires techniques et financiers (PTF) pour être affichées dans certains endroits publics de forte mobilisation (écoles, hôpitaux, marchés, restaurants, garnisons militaires, etc.). Il sera également procédé à la distribution des flyers sur les mesures de prévention contre la rage, à la réalisation d'émissions audiovisuelles et à la projection d'un film documentaire sur la rage à la RTG.

Les numéros verts du centre d'appel du MAGEL (133) et de l'ANSS (115) seront mis en contribution pendant toute la durée de la campagne pour toutes autres informations concernant la vaccination.

Chers lecteurs, chers partenaires, je vous invite, au nom de toute la PUSS et ses partenaires, à adhérer massivement à cette campagne en vaccinant gratuitement vos chiens et chats. Ensemble, nous pouvons éradiquer la rage en Guinée.

Je vous remercie.

Dr Mohamed Idriss Doumbouya

*Président de la PUSS/Directeur Nationale
des Services Vétérinaires*

A propos

Chers lecteurs, chers partenaires,

Tout d'abord je voudrais remercier l'ensemble des acteurs du système de santé (partenaires et partie nationale) pour tous les efforts consentis et en cours pour la protection de la santé de nos populations, en améliorant le système de surveillance.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la riposte aux différentes épidémies menées jusque-là dans le pays.

Ainsi, parmi les principales activités de sécurité sanitaire réalisées pendant le dernier trimestre, il faut citer la poursuite de la riposte contre la COVID-19 à travers notamment le dépistage et la vaccination, la lutte contre les flambées de fièvre Lassa en zone forestière, ainsi que la riposte contre les épidémies de fièvre jaune à Dabola et de la coqueluche à Lélouma, Mali, Lola...

D'ailleurs, pour mieux coordonner le contrôle des flambées de LASSA, devenues récurrentes ces dernières années dans le pays, un plan de contrôle durable de la maladie a été élaboré au mois de juin, avec la participation des partenaires techniques et financiers.

En dépit de l'existence d'importantes activités réalisées au cours de la période écoulée, nous voulons consacrer l'essentiel de cette rubrique « A PRPOS » aux travaux de la 2ème Évaluation Externe Conjointe (EEC, ou JEE en anglais) du Règlement Sanitaire International (RSI), tenus à Conakry, du 22 au 26 mai 2023.

En effet, les experts internationaux, venus de divers horizons ont validé à l'unanimité, les résultats de l'auto-évaluation des capacités du RSI du pays et ont noté des progrès remarquables dans la majorité des dix-neuf (19) domaines techniques grâce aux efforts conjugués de tous.

Malgré ces résultats fort encourageants, la visite de terrain a mis en évidence quelques défis encore à relever pour d'autres domaines techniques.

Face à ces défis, le gouvernement guinéen s'engage à mettre en œuvre toutes les recommandations formulées par les Experts pour le bien-être de la population.

Il est important de signaler que parmi les pays signataires des obligations du RSI lors de l'assemblée mondiale de la Santé en 2005, la Guinée est le 2ème pays sur les 47 en Afrique et le 3ème parmi les 197 dans le monde à réaliser cet exercice volontaire recommandé par l'OMS. Sur cette base, le pays est cité par les experts comme un modèle à suivre dans la sous-région et sur le continent.

Pour rappel, le Règlement sanitaire international (RSI, 2005), entré en vigueur le 15 juin 2007, est un instrument juridique international contraignant, dont l'objectif et la portée consistent à « prévenir la propagation internationale des maladies, à les détecter, à s'en protéger, et à y réagir par une action de santé publique proportionnée et limitée aux risques qu'elle présente pour la santé publique, en évitant de créer des entraves inutiles au trafic et au commerce internationaux ».

Depuis 2010, le cadre de suivi des principales capacités requises en vertu du RSI (2005) utilise un questionnaire d'auto-évaluation complété par les États Parties, pour rendre compte à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de l'état de mise en œuvre des mesures essentielles pour la santé publique telles qu'exigé par le RSI (2005).

L'outil d'EEC mesure l'aptitude du pays à prévenir, détecter et répondre rapidement aux menaces de santé publique.

A cet égard, nos remerciements vont à l'ensemble des acteurs du système de santé national, les partenaires techniques et financiers ainsi que les experts internationaux, venus pour cette évaluation quinquennale.

Rendez-vous est pris pour la 3ème Évaluation Externe Conjointe prévue en 2028.

Merci à toutes et à tous pour vos contributions de qualité.



Pr. Fodé Amara TRAORE
DG/ANSS

ONE HEALTH



Formation à l'évaluation conjointe des risques pour les membres des plateformes des régions et districts sanitaires



Session de formation des membres des Comités techniques de la Plateforme « Une Seule Santé » (Conakry, mai 2023)

La formation des membres des Comités techniques multisectoriels de la plateforme "Une seule Santé" en évaluation conjointe des risques (ECR) à l'interface homme-animal-environnement s'est tenue du 10 au 23 mai 2023. Deux ateliers ont été organisés conjointement par les ministères de la santé et de l'Hygiène publique, de l'Agriculture et de l'élevage ainsi que celui de l'Environnement et du développement durable. Ces ateliers ont bénéficié de l'appui technique et financier de l'OMS, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS

Les ateliers de formation à l'évaluation conjointe des risques des membres des plateformes des régions et districts sanitaires se sont déroulés successivement à Mamou et Nzérékoré. Ils ont regroupé 48 participants venus de deux plateformes régionales et de 12 plateformes préfectorales (districts sanitaires).

Ces ateliers avaient pour but de renforcer les capacités des membres des plateformes préfectorales et régionales One Health "Une seule santé" (santé humaine, élevage, et environnement).

La plate-forme One Health étant « l'effort commun de plusieurs disciplines travaillant à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale pour optimiser la santé des personnes, des animaux et de l'environnement ».

L'atelier a notamment permis aux participants de renforcer leurs capacités à travers plusieurs thématiques, notamment : le concept One Health, la coordination et le cadre de collaboration multisectorielle, les réalisations et les défis de l'approche One Health, le renouvellement des plateformes et la Communication sur les Risques et Engagement Communautaire (CREC), avant, pendant et après une urgence de santé publique.

L'évaluation conjointe des risques (ECR) et son importance ont été explicitées, avant d'aborder les 5 modules de formation et les 10 étapes de l'ECR. Cela a permis aux participants de comprendre les relations entre la formation à l'ECR et la lutte contre les événements majeurs de santé publique, à travers notamment la surveillance, la préparation, la détection et la riposte face aux épidémies et pandémies.

Chacun des modules de formation a été illustré par des exercices pratiques. Enfin, chacune des plateformes préfectorales et régionales ont réalisé une ECR en simulant la réalité épidémiologique de leurs localités. Un canevas pour la mise en place des plateformes One Health aux différents niveaux déconcentrés a été élaboré et mis à disposition.



Photo de famille atelier de formation des membres des comités techniques « Une Seule Santé » (Conakry, mai 2023)

A noter que depuis 2014, l'OIM Guinée appuie le ministère de la Santé à travers l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS) dans le cadre de la préparation et la réponse aux événements de santé publique.

Cet appui est axé autour de la préparation et réponse aux crises sanitaires, la promotion de la santé des migrants et des populations mobiles ainsi que le plaidoyer et partenariat.

L'intervention de l'OIM dans le cadre de la riposte contre la fièvre de Lassa est rendue possible grâce au projet de renforcement du système de surveillance post-Ebola dans la région de N'Zérékoré en Guinée financé par le gouvernement du Portugal.

OPÉRATIONNALISER LES PLATEFORMES ONE HEALTH

À court, moyen et long terme, cette formation vise à contribuer à l'opérationnalisation des plateformes One Health aux niveaux déconcentrés, composés de régions et les districts sanitaires.

L'initiative "Une Seule Santé " souligne l'interdépendance entre le bien-être de l'Homme et celui de l'animal, étroitement liée à leur écosystème.

Il est donc impératif de renforcer et rendre opérationnel le dispositif de préparation et de réponse aux urgences de santé publique en adoptant une approche multisectorielle et pluridisciplinaire partout en Guinée.

En effet, depuis plus d'une décennie, la Guinée est confrontée à des épidémies multiples et simultanées (Ebola, Fièvre jaune, Fièvre de Lassa, Marbourg, la grippe Aviaire, la rougeole, la méningite et la pandémie COVID-19 en cours depuis 2020). La plupart de ces épidémies naissent à l'interface Homme-Animal et Environnement.

Ce sont souvent des maladies qui se transmettent des animaux aux humains et vice versa (zoonoses), se manifestant sous forme d'épidémies et pandémies aux conséquences inestimables dans tous les domaines de la vie socio-économique du pays.

RECOMMANDATIONS

D'importantes recommandations ont marqué la formation sur l'évaluation conjointe des risques des membres des plateformes des régions et préfectures, notamment, l'organisation d'exercices de simulation sur l'ECR, la réalisation d'activités de recherche-action sur les maladies zoonotiques, la redynamisation/renouveau des plates-formes One Health aux niveaux déconcentrés, ainsi que le renforcement des capacités des membres et cadres des plateformes déconcentrées (Président plateforme One Health et OMS)



Participants en salle lors de la formation des membres des comités techniques « Une Seule Santé » (Conakry, mai 2023)

INVITATION À L'ACTION

A l'occasion de ces ateliers, le chef de la cellule épidémiologie et de surveillance de la faune sauvage au Ministère de l'agriculture et de l'élevage a précisé que « l'Approche One Health est l'une des meilleures stratégies à promouvoir dans le cadre de la préparation et la réponse aux urgences de santé publique ».

Au nom de Monsieur le représentant de l'OMS en Guinée, l'Administrateur National One Health à l'OMS, a fait un bref rappel sur l'épidémie de la maladie à virus Ebola qui a conduit sous recommandations de l'OMS à la mise en place de la plateforme One Health, afin de mutualiser les efforts dans les interventions de lutte contre les épidémies en Guinée.

Quant aux Directeurs de Cabinet des Gouvernorats de Mamou et de Nzérékoré, ils ont attiré l'attention sur les conséquences des épidémies sur tous les domaines de la vie socio-économique. Ils ont par ailleurs réaffirmé leur « disponibilité à collaborer avec les plateformes One Health afin de prévenir et/ou gérer les urgences de santé publique et atténuer leur impact sur les populations ».

Les morsures de chiens : un véritable problème de santé publique qui préoccupe les acteurs du One Health en Guinée.



Journée de vaccination contre la rage (Faranah, avril 2023)

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage, en collaboration avec ses partenaires, a élaboré en 2018 un plan national de contrôle de la rage en prenant en compte l'approche "Une seule Santé".

Ce plan n'a été mis en œuvre que partiellement par le gouvernement, faute de ressources financières. Il a été actualisé et la recherche de financement additif suit son cours normal sous les auspices de la plateforme USS.

Avec la notification des cas de rage et/ou de morsures de chiens rapportées par les districts sanitaires, la plateforme nationale " Une Seule Santé " a tenu une réunion le 21 février 2023 avec l'ensemble des parties prenantes pour la révision du plan de contrôle de la rage, dans le but d'identifier les activités les plus pressantes pouvant contribuer à la diminution des morsures de chiens. Il est important de signaler qu'à l'échelle du pays, de nombreux cas de morsures de chiens ne sont pas notifiés.

LA RÉGION DE FARANAH UN SYMBOLE DE LUTTE CONTRE LA RAGE

Depuis quelques années, la région de Faranah est celle qui notifie le plus de cas de morsures de chiens. Pour la période allant du 1er janvier 2022 au 17 avril 2023, il a été rapporté selon la base SAP (Système d'alerte précoce), 385 cas de morsures de chien, soit 274 en 2022 et 111 en 2023.

Des dispositions ont été prises localement par les autorités pour gérer les cas en fonction de leurs compétences et des dispositifs présents.

Beaucoup de cas ont été directement rapportés par les volontaires de la croix rouge qui travaillent dans le cadre du programme de préparation communautaire aux épidémies et aux pandémies (CP3) mis en œuvre par la Fédération Internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR) en partenariat avec la Croix Rouge Guinéenne (CRG) sous le financement de l'USAID.

LE PROJET CP3 À FARANAH

Le projet CP3 est mis en œuvre depuis 2018 et a mobilisé plus de 1566 volontaires issus des mêmes communautés pour travailler étroitement avec leurs populations pour les préparer à comprendre et à anticiper les risques communautaires, ainsi qu'à connaître les moyens de prévention et les actions à mener en cas d'urgence de santé publique et/ou catastrophes humanitaires.

Ces volontaires opèrent dans les quatre préfectures de la région de Faranah avec les effectifs suivants : Faranah (540), Kissidougou (440), Dabola (305), Dinguiraye (281).

Au total 949 588 personnes bénéficient du projet, représentant 135 686 ménages :

Depuis le début de mise en œuvre de ce projet, plus de 6 789 foyers ont bénéficié directement de ses services à travers de activités de sensibilisation, des dialogues communautaires et aussi des apprentissages pratiques sur d'autres compétences quotidiennes comme l'assainissement pour rendre les milieux de vie propres et sûrs.

FARANAH : UNE VILLE CARREFOUR QUI A BESOIN D'UNE PRÉPARATION COMMUNAUTAIRE

La région de Faranah, située à la croisée de plusieurs autres régions de la Guinée, notamment la Guinée forestière, d'où proviennent ces dernières années la majorité des maladies à potentiel épidémique telles que la fièvre Ébola, la fièvre de Lassa et de Marburg, joue un rôle de ceinture essentielle.

Faranah constitue ainsi une zone d'escale pour des milliers de voyageurs qui y font escale, avant de continuer sur la destination finale. Les autorités sanitaires ont conscience de ce trafic important qui peut comporter des risques en cas de circulation de maladies transmissibles.

C'est pourquoi elles se réjouissent de la mise en œuvre du projet CP3 dans cette localité, pour développer la résilience communautaire face aux épidémies et aux pandémies dans un contexte où la Guinée de façon globale fait face aux épidémies multiples et simultanées.

Le soutien du projet CP3 aux autorités sanitaires de Faranah avec le travail quotidien des volontaires sur le terrain dans le cadre de la surveillance à base communautaire, a contribué à faire de cette localité un symbole de la lutte contre la rage par les autorités sanitaires du pays. Chaque année, le projet CP3 appuie la plateforme "Une Seule Santé" pour célébrer la journée mondiale de la rage le 28 septembre avec un accent particulier sur la mobilisation communautaire. **Dr Sory CONDE**, chef du département surveillance à l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS) *« Faranah est un bon exemple à suivre dans le cadre de la notification des cas de morsures de chien et des initiatives locales qui y sont prises. »*

« Quand les populations parviennent elles-mêmes à comprendre et alerter les autorités des menaces et/ou événements qui peuvent surgir des risques autour d'elles, c'est déjà un facteur important de la capacité à prévenir les complications ».

Le projet CP3 est aussi activement impliqué dans le suivi de la prise en charge des cas de morsures de chien tant au niveau de la communauté qu'au niveau des structures de prise en charge.

Cette implication englobe l'orientation des victimes vers les centres de santé, l'information des autorités de l'élevage pour le prélèvement d'échantillons sur les chiens mordeurs, jusqu'à l'obtention des résultats du laboratoire, ainsi que le suivi de l'immunisation de la personne victime de la morsure de chien.

M. Sory 2 KEIRA, Chef Département Communication et Mobilisation Sociale : *« Projet-Ecole de surveillance à base communautaire, le projet CP3 est une synthèse saisissante des piliers essentiels de la préparation et la riposte aux épidémies que sont la surveillance épidémiologique, la communication et la participation communautaire, la prise en charge... Ses nombreux acquis dans la Région de Faranah en disent long, assortis de témoignages concordants des communautés bénéficiaires. A rappeler que le projet a ciblé exclusivement le district sanitaire de Faranah pendant les 3 premières années de sa mise en œuvre, avant son extension à l'échelle de l'ensemble de la Région sanitaire grâce à ses différentes prouesses ».*

Ces dernières années, le pays est souvent confronté aux cas de ruptures du vaccin contre la rage tant au niveau central qu'au niveau district. Parfois face à certains cas de morsures de chiens, il faut faire venir le vaccin anti rabique de la capitale.

Un agent superviseur de la CRG témoigne :

« J'ai été informé par un membre de mon équipe d'un cas de morsure de chien dans le district de Kalia, Il s'agissait d'un enfant de 07 ans qui se rendait à la douche. »

Il s'est fait mordre à la poitrine et dans la paume de sa main gauche par un chien errant. Aussi tôt, j'ai informé la plateforme "Une Seule Santé" de la localité a été alertée comme le veut l'usage. »

La victime a été transportée au centre de santé locale avec l'appui du projet CP3 pour les premiers soins. »

Témoignage :

Père de la victime de Marella *« Depuis ce cas de morsure de chien de mon fils, nous avons été sensibilisés dans le village sur la conduite à tenir pour éviter les chiens errant mais surtout nous avons retenu ce que nous devons faire. Nos enfants jouent moins avec les chiens inconnus et les cas de morsures ont considérablement baissé dans notre communauté. Les volontaires de la CRG nous ont énormément soutenu psychologiquement en faisant preuve d'une forte empathie envers les membres de la famille ».*

Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, conscient de tous ces facteurs, est actuellement en train de travailler sur un plan opérationnel d'élimination de la rage à l'horizon 2030. Un atelier de micro-planification s'est tenu récemment à Coyah avec la participation des différentes parties prenantes y compris le projet CP3.

Au total 18 activités urgentes ont été identifiées pour être mises en œuvre au courant de l'année 2023.



Quelques images du lancement de la campagne de vaccination contre la rage (Conakry, août 2023)

Intensification de la vaccination Covid-19 en Guinée : un pas vers une immunité collective



Un agent de l'ANSS explique l'importance de la vaccination (Télimélé, juin 2023)

Dans un effort sans précédent pour lutter contre la pandémie de COVID-19, la République de Guinée a récemment mené une campagne d'intensification de la vaccination à travers les régions de Boké, Kindia, Faranah, Mamou, Labé et Kankan. Cette initiative vise à augmenter la couverture vaccinale chez les personnes âgées de 12 ans et plus, et ainsi rapprocher le pays de l'immunité collective tant recherchée. Dans cet article, nous examinerons les résultats et les performances de cette campagne d'intensification, ainsi que ses implications pour la lutte continue contre la Covid-19 en Guinée.

Des objectifs ambitieux

Le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) s'était fixé des objectifs ambitieux pour cette campagne d'intensification de la vaccination.

Parmi les principaux objectifs figuraient la sensibilisation des acteurs locaux de la riposte et de la population cible, l'approvisionnement en vaccins et intrants, la vaccination de plus de 953 000 personnes âgées de 12 ans et plus dans les régions ciblées,

et la vaccination des personnes vivant avec des comorbidités telles que le diabète, l'hypertension artérielle, la tuberculose et le VIH etc.



Le secrétaire chargé des collectivités de Télimélé reçoit une dose de vaccin (Télimélé, juin 2023)

RÉSULTATS PROBANTS DE L'INTENSIFICATION

Durant la période du 31 Mai au 9 Juin 2023, cette campagne a été couronnée de succès, en atteignant des résultats prometteurs.

Au total, 955 757 personnes âgées de 12 ans et plus ont été vaccinées, dont 199 459 personnes ont reçu leur première dose, 30 648 leur deuxième dose, 47 840 leur troisième dose et 659 767 leur dose unique.

Ce dépassement de l'objectif initial de 838 400 personnes vaccinées souligne l'engagement et la détermination du pays à intensifier la lutte contre la Covid-19.



Des élèves du primaire prêts à recevoir leur dose de vaccin contre la Covid-19 (Tougué, juin 2023)

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ESSENTIEL

La campagne d'intensification de la vaccination a été rendue possible grâce à une mobilisation sociale et une communication communautaire renforcées.

Les médias, les véhicules sonorisés, les leaders communautaires et les mobilisateurs sociaux ont tous joué un rôle crucial pour sensibiliser la population et encourager la vaccination. Cette approche de communication a contribué à établir un lien de confiance entre les autorités sanitaires et la population, ce qui a permis d'accroître considérablement le taux de vaccination.

DÉFIS DANS LA SAISIE DES DONNÉES

Malgré ces succès, des défis persistants ont été observés, notamment en ce qui concerne la saisie des données de vaccination. Le taux moyen de saisie des données dans le système d'information DHIS2 était de 67%, variant de 91% à Faranah à 39% à Kindia.



L'Inspecteur Régional de la Santé de Kindia présent à Téliélé pour le lancement de la campagne d'intensification de la vaccination (Téliélé, juin 2023)

Cependant, les autorités sanitaires ont pris des mesures correctives et ont encouragé les agents de saisie à continuer à enregistrer les données jusqu'à épuisement des fiches d'enregistrement.

PERSPECTIVES

Bien que l'intensification de la vaccination ait été un succès, le chemin vers l'immunité collective est encore long.

La couverture vaccinale globale en Guinée reste de 34% par rapport à la population cible de 12 ans et plus, soulignant l'importance de continuer les efforts de vaccination et de mobilisation communautaire.

Les autorités sanitaires ont également exprimé leur détermination à atteindre 40% de la population générale dans chaque district d'ici la fin de l'année, ce qui nécessitera un engagement continu et une coopération étroite avec les partenaires internationaux.

L'intensification de la vaccination contre la Covid-19 en Guinée a été une étape cruciale dans la lutte contre la pandémie.

Grâce à une mobilisation communautaire efficace, des performances impressionnantes ont été réalisées, et une grande partie de la population cible a été vaccinée.

Cependant, il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre l'immunité collective, et cela exigera une poursuite des efforts concertés de la part des autorités sanitaires, des partenaires internationaux



Loge officielle au lancement de l'atelier : En partant de la gauche, le Directeur de la santé de la ville de Conakry, l'Inspecteur général de la santé de Kindia et le Directeur du Service National de la promotion de la santé (Kindia, juin 2023)

Le droit à la santé est un élément fondamental des droits de l'homme. En tant qu'être humain, notre santé et celle de ceux qui nous sont chers est une préoccupation quotidienne. Homme ou femme, quel que soit notre âge, notre environnement socioéconomique ou ethnique, nous considérons notre santé comme notre bien le plus précieux et le plus fondamental.

C'est dans ce cadre que le ministère de la Santé sous le leadership du Service National de Promotion de la Santé grâce à l'appui technique et financier de la Banque Mondiale a organisé un atelier de validation de la charte des usagers des services de santé en promotion de la santé en Guinée, du 31 Mai au 02 Juin 2023 à Kindia.

Cette charte vient résoudre les principaux problèmes de santé auxquels sont confrontés les usagers dans les structures sanitaires du pays, affirme Docteur Moussa SOUMAH Directeur du Service National de Promotion de la Santé (SNPS). « Il y a eu une petite analyse du paysage en termes d'offre de service, à l'issue duquel nous avons constaté que les usagers ne maîtrisent pas bien leurs droits et leurs devoirs



Représentant du Conseil National de l'Ordre des Médecins à l'atelier (Kindia, juin 2023)

Et normalement lorsque ces usagers maîtrisent leurs droits et leurs devoirs, cela pourrait les aider à bénéficier des services de qualité.

Vous savez qui parle de service de qualité fait allusion forcément à la couverture sanitaire universelle dont notre pays a souscrit d'ici 2030. Notre politique étant basée sur les soins de santé primaires, qui fait aussi allusion à la couverture sanitaire universelle.

C'est pourquoi le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a décidé de combler ce gap qui existait sur le terrain.

C'est ce qui a motivé le Ministère à travers le Service National de Promotion de la Santé (SNPS) a élaboré cette charte des usagers. Et nous sommes là aujourd'hui pour sa validation. »

Selon **Docteur Thierno Sadou DIALLO** représentant de l'Ordre National des Médecins, les professionnels de santé ont l'obligation de respecter le code de déontologie médicale et aux principes d'éthiques et aux règles déontologique de l'exercice de la médecine.

« La charte des usagers est quelque chose de fondamentale car parmi les usagers, il y a les consommateurs qui sont les patients mais aussi le personnel médical. Donc c'est important de déclinier les responsabilités de chaque partie.

Dans la relation entre médecin et patient, c'est un contrat qui leur lie. Et dans ce contrat chacun a des responsabilités.

Dans ces responsabilités, chacun a aussi des limites. Les patients ont des droits que les médecins ont l'obligation de connaître et de respecter et les professionnels de santé ont aussi des devoirs qu'il faudra connaître et respecter. C'est ce qui encadre l'exercice de la médecine car le médecin est tout d'abord soumis à un serment. Cette charte a pris sa place dans le contexte actuel du pas ».

Après cette étape de validation, la charte des usagers sera vulgariser sur toute l'entendu du territoire national.

En Guinée, le code de déontologie médicale a été décrété le 5 décembre 1996 décrivant les devoirs généraux des médecins dans le respect de la vie humaine, de la personne et de la dignité.

Le droit à la santé est garanti par la législation Guinéenne notamment la constitution, qui reconnaît la santé comme un droit préalable à la jouissance des autres droits fondamentaux.



Photo de famille de l'atelier sur la Charte des usagers de la santé (Kindia, juin 2023)

Évaluation des activités de Breakthrough ACTION en Guinée avec la méthodologie innovante de récolte des Résultats



Session de présentation des résultats (Conakry, juin 2023)

Du 5 au 9 juin de cette année, le projet Breakthrough ACTION a entrepris une démarche essentielle pour évaluer et analyser les résultats obtenus en Guinée depuis 2019.

Un workshop de Récolte des Résultats s'est déroulé sur cette période au bureau de Breakthrough ACTION, à Conakry, en présence de 7 membres de l'équipe.

L'objectif primordial de cet atelier était de mettre en lumière et d'analyser les résultats potentiels qui ont découlé des activités menées par Breakthrough ACTION depuis 2019.

Grâce à cette approche minutieuse, l'équipe a identifié pas moins de 36 résultats prometteurs qui sont attribuables à la contribution remarquable de Breakthrough ACTION.



Identification des résultats potentiels par l'équipe des programmes (Conakry, juin 2023)

La Récolte des Résultats, une méthode innovante et participative d'évaluation, s'est avérée être la méthodologie idéale à appliquer pour évaluer les initiatives de renforcement des capacités et d'engagement communautaire mises en œuvre par Breakthrough ACTION.

En étroite collaboration avec le gouvernement guinéen et d'autres partenaires locaux chargés de la mise en œuvre, Breakthrough ACTION s'est efforcé d'améliorer la coordination et de renforcer les compétences en matière de communication pour le changement social et comportemental.

Grâce à l'examen minutieux des documents existants du programme, en collaboration avec l'équipe locale, la Récolte des résultats identifiera les différentes façons dont Breakthrough ACTION a influencé le changement en Guinée, aux niveaux individuels, organisationnel et systémique.

Le workshop de Récolte des Résultats de Breakthrough ACTION a constitué une étape cruciale dans le processus d'identification des résultats significatifs découlant des contributions de l'organisation depuis 2019.

La vérification des sources et la collecte des preuves, qui sont en cours, revêtent une importance capitale pour garantir la validité des résultats et fournir une base solide pour le rapport final qui évaluera l'efficacité des efforts de renforcement des capacités de Breakthrough ACTION en Guinée, dans le contexte particulier de la pandémie de Covid-19 et des maladies zoonotiques.

Les résultats définitifs devraient être disponibles en août.

Ce workshop témoigne de l'engagement de Breakthrough ACTION à adopter une approche participative et fondée sur des preuves solides pour évaluer l'impact de ses interventions.

En utilisant la méthodologie de la Récolte des Résultats, le projet Breakthrough ACTION est en mesure d'appréhender les changements complexes survenus grâce à ses actions et de les documenter de manière approfondie.

Cette évaluation approfondie permettra de mieux comprendre les réussites notables ainsi que les lacunes potentielles du projet, tout en évaluant l'efficacité et la durabilité des stratégies et des activités de renforcement des capacités mises en œuvre par Breakthrough ACTION en Guinée.



Quelques images de l'évaluation des activités de Breakthrough ACTION (Conakry, juin 2023)

Déclaration à la nation de l'autorité ministérielle chargée de l'Environnement et du Développement Durable à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement

Chers compatriotes,
Mesdames et Messieurs,

Ce 5 juin marque la Journée Mondiale de l'Environnement qui est célébrée cette année, autour du thème « Combattre la pollution plastique ».

De son côté et toujours dans la même lignée, la République de Guinée, à travers le Ministère de l'Environnement et du Développement, et conformément à la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la Transition, Chef de l'Etat, Colonel Mamadi DOUMBOUYA et sous les orientations du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a décidé de consacrer tout le mois de juin, comme « Mois de l'Environnement ».

De ce fait, les réflexions et les engagements se porteront autour des solutions à la pollution plastique. Une opportunité inédite pour propulser tout un éventail d'actions sur tout le territoire national, en vue d'adresser la problématique de l'importation, de la production, de la commercialisation, de l'utilisation et la gestion des déchets plastiques soumises en Guinée à un niveau de stress critique. D'ores et déjà, je veux vous assurer que nous mesurons la gravité et l'ampleur de la responsabilité qui nous incombe en matière de pollution plastique.

Cette année, la Journée mondiale de l'environnement coïncide au moment où le monde a lancé des réflexions profondes pour l'adoption d'un instrument international fort et ambitieux, Juridiquement contraignant, pour lutter contre la pollution plastique dont les effets néfastes sur la santé, l'économie et l'environnement ne peuvent être ignorés. Il est donc urgent d'agir. Dans le même temps, au niveau national, nous avons besoin de véritables solutions, efficaces et solides tendant à réduire la production et la consommation de plastique à usage unique qui peut et doit être remplacé par des alternatives.

Chers compatriotes,

Permettez-moi de rappeler que la protection de l'environnement en général doit être au cœur de nos actions quotidiennes et surtout en faire un enjeu national car nous venons d'entrer de plein pied dans la saison des pluies qui risque d'accroître notre vulnérabilité. J'en profite pour réitérer mon appel à la vigilance de la population, particulièrement celles et ceux vivant dans les zones les plus à risque. De concert avec toutes les parties prenantes, mon Ministère mettra tout en œuvre, pour donner les directives nécessaires permettant de répondre rapidement aux urgences liées à la gestion des risques et catastrophes naturelles provoqués par la prolifération des déchets plastiques. En Guinée, la quantité de déchets plastiques produite est de 0,603 kilogramme par jour et par habitant, soit environ 500 000 tonnes de déchets plastiques se trouvant dans la nature.

Pour revenir au thème central du « Mois de l'Environnement » intitulé « Combattre la pollution plastique », il convient de prendre à bras le corps, la question de la pollution de nos terres, de la zone marine et côtière, des eaux continentales, des caniveaux le long des voies publiques dans une dynamique de corrélation de l'action publique et du bien être humain. Cela s'impose tout naturellement comme l'une de nos priorités incontournables et un axe névralgique majeur de la stratégie d'intervention. Cela suppose aussi, un changement de paradigme devant se traduire par une réforme de la gouvernance de nos sols, de nos terres, à travers une politique rationnelle.

Mais, vous l'aurez compris, ce n'est pas d'un jour ou d'un mois d'attention dont nous avons besoin. Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable voudrait une fois de plus exprimer sa volonté de s'engager pour l'écologie, pour l'environnement à travers des solutions à la pollution plastique, de faire en sorte que les générations futures puissent retrouver espoir et vivre mieux. Elles ne devront pas avoir l'obligation de traiter à notre place une dette environnementale que nous leur laisserions impunément.

Voilà pourquoi le « Mois de l'Environnement » vise en Guinée, à renforcer la collaboration avec tous les acteurs notamment les Partenaires Techniques et Financiers, les organisations de la société civile, du secteur privé, des universités et des écoles professionnelles, des groupements d'agriculteurs et d'éleveurs, des médias pour poursuivre le plaidoyer consistant à trouver des solutions innovantes et durables aux préoccupations susmentionnées, et garanties par un cadre de gouvernance environnementale adaptée, et indissociable de l'engagement continu de tous les citoyens.

En effet, l'implication des créateurs et des artistes devant éveiller les consciences et mobiliser la jeunesse, la révision du corpus juridico-légal, de l'investissement conséquent privé et public, le développement des technologies appropriées pour la gestion des déchets plastiques, sont entre autres des étapes importantes à franchir afin de parvenir à articuler la conciliation des intérêts immédiats des producteurs et utilisateurs de matières plastiques avec les processus écologiques fondamentaux.

Chers compatriotes,

Mesdames et Messieurs,

Il est évident que chacun de nous peut s'engager personnellement à combattre la pollution plastique en cessant d'utiliser du plastique à usage unique. Peut-être que vous ne savez pas ce qu'un plastique à usage unique, mais vous en avez probablement utilisé lorsque vous avez bu de l'eau en bouteille, utilisé une paille ou simplement transporté des légumes dans un sac plastique.

Je suis convaincue que quoiqu'ardue, la tâche n'est pas impossible à surmonter. Il n'y a pas de fatalité. Nous sommes à un carrefour historique de la refondation de notre Etat, la République de Guinée, face à une responsabilité pesante et décisive, celle de combattre la pollution plastique où plus que jamais, nous devons faire preuve de volontarisme et d'une grande foi à changer l'avenir pour nous et nos progénitures dans la mesure où, le respect de l'environnement, la protection pour l'environnement, l'éducation environnementale sont aussi très contributives pour changer toute une nation.

Je vous remercie !

Solidarité et Espoir : La CRG et l'Arabie Saoudite s'unissent pour nourrir des milliers de familles défavorisées



Distribution de vivres à des familles à Donka (Conakry, mai 2023)

Le lundi 15 mai 2023, la CRG a lancé la distribution de vivres offerts par le Centre Roi Salman de l'Arabie Saoudite à des milliers de familles démunies à travers le pays. Une cérémonie s'est tenue au centre islamique de Donka, où les bénéficiaires et les représentants du gouvernement guinéen ont exprimé leur gratitude envers le donateur.

Au total, 10 655 familles ont été sélectionnées pour recevoir des paniers de nourriture contenant 50 kg de riz, 5 litres d'huile et 5 kg de sucre. Cette aide alimentaire revêt une grande importance pour ces familles qui luttent pour subvenir à leurs besoins de base. *« Nous sommes toujours réconfortés de voir nos partenaires accompagner le gouvernement guinéen dans le but d'aider les personnes démunies. Au nom de tous les bénéficiaires, je vous dis merci »*, se réjouit **Aicha Nannette Conté**, ministre de l'Action sociale, de la Promotion féminine et des Personnes vulnérables.

Le ministre des Affaires étrangères et des Guinéens établis à l'étranger ajoute :

« Il est question que la fondation s'investisse en Guinée. Cet investissement ne doit pas se limiter à la simple distribution de vivres, mais doit également impliquer un travail avec la Guinée pour permettre aux Guinéens de prendre en charge leur propre destin. Les personnes vulnérables ne doivent pas rester totalement vulnérables. Nous devons les assister, les aider afin qu'elles sortent de la vulnérabilité. Nous remercions l'Arabie Saoudite pour ce don », affirme **Dr Morisandan Kouyaté**.

La distribution des vivres a commencé le matin du lundi 15 mai dans la ville de Conakry, où des centaines de bénéficiaires ont reçu leur aide.

Les équipes de la CRG ont travaillé sans relâche pour organiser cette distribution, en veillant à ce que tout se passe dans les meilleures conditions possibles.

Les communes de Dixinn, Ratoma et Matoto ont bénéficié de cette phase de lancement. Les familles ont été informées de la date et du lieu de la distribution par les équipes de la Croix-Rouge guinéenne, qui ont également mis en place des mesures de sécurité pour garantir que tout se déroule sans incident. Pour le président de la CRG, son institution

« adhère avec conviction à ce projet d'appui à la sécurité alimentaire des familles les plus démunies en République de Guinée pour l'année 2023, financé par le Centre Roi Salman de l'Arabie Saoudite. Le lancement de ce projet, soutenu et encouragé par le gouvernement guinéen, est intervenu à un moment opportun, après le mois de Ramadan qui a fortement affecté l'économie des ménages ».

explique **Youssef Traore**.

En cette période difficile, cette aide alimentaire revêt une importance cruciale pour de nombreuses familles guinéennes qui luttent pour subvenir à leurs besoins de base.

La CRG et le Centre Roi Salman de l'Arabie Saoudite ont démontré un engagement remarquable pour aider les plus vulnérables parmi nous, et leur travail est un exemple inspirant de solidarité et d'humanité.



Une récipiendaire des vivres fait des bénédictions à l'équipe de la CRG (Conakry, mai 2023)

**LA RAGE EST UNE
MALADIE MORTELLE
ÉVITABLE PAR
LA VACCINATION**



Pour plus d'information appelez

☎ 115

**MORDU PAR UN CHIEN? EVITEZ LA RAGE,
RENDEZ-VOUS IMMÉDIATEMENT AU CENTRE DE SANTÉ OU
AU SERVICE VÉTÉRINAIRE LE PLUS PROCHE.**

